

## Règlement type de gestion & Code des bonnes pratiques sylvicoles

une réponse

### ▲ Qu'est ce que c'est ?

Créés par la loi forestière du 09 juillet 2001, ce sont des **documents de gestion des forêts** (art. L.4 du Code forestier) qui peuvent permettre de bénéficier d'une garantie de gestion durable. Ils concernent les **propriétés dispensées de PSG** (■ 231006 et 231011) :

- propriété d'un seul tenant d'une surface inférieure à 25 ha ;
- forêts de plus de 25 ha, dispensées de PSG, selon l'arrêté du 25/11/2005 concernant la région PACA.

### ▲ Quel est leur contenu ?

Pour chaque grand type de peuplement et pour chaque grande option sylvicole régionale, ils comprennent des **recommandations essentielles conformes à une gestion durable**.

- ▶ Le RTG actuellement disponible en région PACA (proposé par la Provence Forêt) se décline par mode de gestion, selon la nature du peuplement (ex : gestion en taillis simple, en futaie ou conversion pour des peuplements feuillus, futaie régulière ou irrégulière pour des résineux...).
- ▶ Le CBPS est constitué de 8 fiches portant sur les grands types de peuplements présents en PACA et indiquant pour chacun le mode de gestion sylvicole préconisé.

☞ Les 8 grands types de peuplements sont : *chêne vert et chêne pubescent, hêtre, châtaignier, chêne liège, résineux pionniers (pins), mélèze, résineux dryades (essences d'ombre ou de demi-ombre), et mélange feuillus résineux.*

### ▲ Pourquoi y adhérer ?

#### ▲ Garantie de gestion durable et dispense d'autorisation de coupe

Le **RTG** est considéré comme une **garantie de gestion durable**. Le **CBPS** est une **présomption de gestion durable**. Dans les faits, la distinction s'opère sur les dispenses d'autorisation de coupe :

- ▶ les coupes conformes à un RTG ou à un CBPS que le propriétaire s'est engagé à appliquer sont **dispensées des autorisations de coupe prévues par l'art. L. 10 du Code forestier**, lequel prévoit un seuil de surface (■ 633601) ;
- ▶ depuis l'ordonnance de simplification du 26 mai 2005, **seules les parcelles concernées par un RTG sont dispensées de déclaration préalable de coupe prévue par l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme** dans les espaces boisés classés à conserver par les plans locaux d'urbanisme.

☞ Pour les CBPS et les autorisations de coupe prévues par l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme voir la fiche ■ 633604.

#### ▲ Cas particulier : en zone Natura 2000

**Attention !!!** Pour obtenir une garantie de gestion durable en site Natura 2000, il ne suffit pas de présenter un document de gestion durable (PSG, RTG ou CBPS). Celui-ci doit être **accompagné d'un engagement à un contrat ou à une charte Natura 2000**.

Pour être exempté de cette démarche, il est **recommandé de présenter des documents de gestion (PSG ou RTG) prenant en compte les spécificités liées à Natura 2000** (documents de gestion conformes à l'article L.11, voir fiches ■ 635614 et 635615). La validation de tels documents accorde automatiquement la garantie de gestion durable.

## ▲ Intérêt fiscal

La **garantie (ou présomption de garantie) de gestion durable** permet d'accéder à la certification forestière PEFC et de bénéficier des dispositions d'allègements fiscaux telles que :

- le régime Monichon (succession ou donation) ;
- une exonération partielle de l'ISF ;
- le dispositif DEFI Travaux permettant de déduire de l'impôt sur le revenu une partie du coût des actions.

L'application d'un document de gestion durable (PSG, RTG ou CBPS) fait partie des nouvelles conditions pour bénéficier du dispositif DEFI Forêt (réduction d'impôt sur le revenu liée à l'achat de forêt).

➤ Voir fiches ■ 643103 (Monichon), ■ 643105 (ISF), ■ 643402 (DEFI forêt), ■ 643403 (DEFI travaux)

## ▲ Adhésion

- ▶ L'adhésion au RTG et au CBPS est une **démarche totalement volontaire** du propriétaire.
- ▶ Le propriétaire adhère à un RTG ou à un CBPS pour une durée de **10 ans**.
  - Si le propriétaire adhère à une coopérative, cette durée peut être ramenée à 5 ans pour un RTG.
- ▶ La nature de l'adhésion est différente entre le RTG et le CBPS :
  - Dans le cas du RTG, le propriétaire **adhère à la fois au RTG et à l'organisme** ou l'expert avec lequel il entend travailler.
    - Les RTG peuvent être présentés, soit individuellement soit collectivement, par un organisme de gestion et d'exploitation forestière en commun agréé (OGEC), un expert forestier agréé ou, pour les forêts faisant l'objet des contrats prévus par l'article L. 224-6, l'Office national des forêts.
    - Ils sont soumis à approbation du CRPF du secteur géographique, qui vérifie sa conformité au SRGS.
    - Les coopératives forestières, telle la Coopérative Provence Forêt, peuvent proposer, au titre d'OGEC, un RTG aux propriétaires.
  - Pour le CBPS, le propriétaire **adhère uniquement au document auprès du CRPF** dans le ressort duquel est située la totalité ou la majeure partie de ses bois et forêts.
    - Il suffit alors de retourner un formulaire rempli au CRPF, lequel enregistrera l'adhésion
    - En souscrivant à un CBPS, le propriétaire reste indépendant de tout organisme. Il ne lui est pas nécessaire de consentir des frais d'adhésion à une coopérative ou à un expert.

## ▲ Que risque-t-on si on ne les respecte pas ?

- ▶ Cet engagement est en principe volontaire et n'est **pas assorti de sanctions spécifiques** s'il n'est pas respecté.
- ▶ Mais, si le propriétaire s'est engagé à appliquer une garantie (ou présomption) de gestion durable **en contrepartie d'exonérations d'impôts** obtenues depuis 2001, ou s'il s'y est engagé **pour bénéficier d'aides publiques** pour la mise en valeur et la protection des forêts accordées depuis juillet 2004, il est **tenu de respecter son engagement**. A défaut, il risquerait d'avoir à **rembourser**, avec pénalités, ces exonérations fiscales ou ces aides publiques.
- ▶ De plus, même en dehors des cas précédents, si le propriétaire effectue une coupe rase relevant de l'article L. 9 du Code forestier, il est tenu d'assurer la reconstitution du peuplement forestier conformément au document qu'il s'est engagé à appliquer. Les parcelles ne peuvent être concernées par la dispense des autorisations de coupe prévues à l'article L. 10 du Code forestier ou L. 130-1 du Code de l'urbanisme que si les règles fixées par le document sont respectées, pour les coupes qui relèveraient de ces autorisations. Dans ces cas, le non respect du document peut aussi être sanctionné pour les infractions correspondantes au code forestier ou au code de l'urbanisme (sanctions pénales).

📖 CBPS consultable (bulletin d'adhésion téléchargeable) sur le site du CRPF PACA : [www.ofme.org/foret-privee/srgs-presentation.php](http://www.ofme.org/foret-privee/srgs-presentation.php)

📖 À l'heure actuelle, il n'existe qu'un seul RTG en région PACA : celui de la Coopérative Provence Forêt. Il est téléchargeable sur [www.ofme.org/documents/Sylvi/RTG\\_CPF.pdf](http://www.ofme.org/documents/Sylvi/RTG_CPF.pdf).